INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 10 juin 2022**

* Les Bourses européennes ont clôturé en net repli ce vendredi, alors que l’inflation américaine s’est révélée plus forte que prévu. Ainsi, le CAC 40 a perdu 2,69% à 6 187,23 points et l’Euro Stoxx 50 a abandonné 3,32% à 3 600,74 points. Sur la semaine écoulée, ces indices accusent des chutes respectives de 4,73% et 4,83%. A Wall Street, le temps est également à l’orange vendredi, en fin d’après-midi : le Dow Jones et le Nasdaq Composite reculent de 2,44% et 3,55%.
* Les places du Vieux Continent ont débuté la séance dans le rouge, dans l'attente fébrile de la publication de l'indice des prix à la consommation aux Etats-Unis. En début d'après-midi, les craintes des investisseurs ont été confirmées, provoquant un brusque décrochage des indices.
* En effet, les prix à la consommation ont grimpé de 8,6% en mai en rythme annuel, alors que le consensus Reuters escomptait une hausse moindre de +8,3%. Surtout, l'inflation accélère par rapport à son niveau d'avril (+8,3%).
* Dans ce contexte, la Fed, qui se réunit la semaine prochaine, pourrait être amenée à accélérer sa politique de resserrement monétaire, ce qui ne manquera pas d'affecter l'activité économique. Certains observateurs redoutent même une entrée en récession de l'économie américaine.
* Sur le compartiment obligataire, cela se traduit par un bond de 9 points de base pour le 10 ans américain et de 7 points de base pour son équivalent allemand.
* A cette statistique inquiétante s'est également ajouté un autre indicateur préoccupant. La confiance du consommateur américain, mesuré par l'Université du Michigan, est ressortie à 50,2 au mois de juin, après 58,4 en mai. Cela représente un repli bien plus marqué que prévu, le consensus visant 58.
* Le rouble a bondi cette semaine de plus de 7% à 1,67 euro, soit un niveau tout proche de son sommet de sept ans de 1,68 euro atteint le mois dernier. La devise est soutenue par les prévisions moins dégradées que prévu de la banque centrale de Russie. Elle s'attend désormais à une hausse des prix à la consommation dans une fourchette comprise entre 14% à 17% cette année alors qu'elle prévoyait auparavant une hausse à entre 18 à 23%. De plus, selon l’institution, la contraction de la croissance au deuxième trimestre s'avère moins forte que redouté jusque-là.
* Le cours du baril de WTI américain a gagné cette semaine plus de 3% à 122,5 dollars en raison de tensions sur le marché de l’essence aux Etats-Unis. Pour la première fois, le prix du gallon d’essence (3,8 litres) a dépassé le seuil des 5 dollars. Selon l'Agence américaine d'information sur l'énergie, le repli des stocks se poursuit, signalant une nouvelle augmentation de la demande de carburant alors que la saison des grands déplacements en voiture bat son plein.
* La Bundesbank a nettement abaissé ses prévisions de croissance en raison de l'impact de l'inflation élevée sur le pouvoir d'achat et la confiance des ménages. Elle anticipe désormais une inflation de 7,1% cette année, dont 3,6%, hors alimentation et énergie. La Banque centrale allemande s'attend à un ralentissement à 4,5% en 2023 et à 2,6% en 2024. L'institution financière prévoyait auparavant 3,6% cette année et 2,2% l'année suivante. "Cette année, l'inflation sera encore plus forte qu'au début des années 1980", a déclaré le président Joachim Nagel.

"Les pressions sur les prix se sont même encore intensifiées récemment, ce qui n'est pas entièrement reflété dans les projections actuelles", a-t-il souligné, ajoutant : "Si l'on suppose que cette évolution se poursuit, le taux annuel moyen de l'IPCH pour 2022 pourrait être nettement supérieur à 7 %."

L'institution financière a prévenu que l'inflation exceptionnellement élevée devrait alimenter l'incertitude des consommateurs et éroder leur pouvoir d'achat.

La Bundesbank a de ce fait nettement abaissé sa prévision de croissance à 1,9% cette année contre 4,2% en décembre dernier et de 2,4% et 1,8% pour 2023 et 2024. Bundesbank tablaient précédemment sur 3,2% en 2023.

" L'incertitude quant à l'évolution économique future est exceptionnellement élevée, principalement en raison de la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine. Le scénario de base des projections repose sur l'hypothèse que la guerre et ses conséquences ne s'intensifieront pas davantage " a précisé la Banque centrale allemande.

* L'indice de confiance du consommateur américain mesuré par l'Université du Michigan est ressorti en première estimation à 50,2 au mois de juin contre un consensus de 58 et après 58,4 en mai. Il s’agit de son niveau le plus faible depuis plus de 40 ans, soit son étiage du milieu de la récession de 1980. Si la composante du jugement des consommateurs sur la situation actuelle est passée de 63,3 à 55,4 entre mai et juin, celle des perspectives s’est encore plus dégradée. Elle a chuté à 46,8 après 55,2 en mai.

46% des consommateurs ont attribué leur opinion négative à l'inflation, contre 38 % en mai ; cette proportion n'a été dépassée qu'une seule fois depuis 1981, pendant la Grande Récession. Dans l'ensemble, le prix de l'essence a fortement pesé sur les consommateurs, ce qui n'est pas surprenant compte tenu de l'augmentation de 65 cents du prix national de l'essence par rapport au mois dernier. La moitié des consommateurs ont spontanément mentionné l'essence lors de leur entretien, contre 30 % en mai et seulement 13 % il y a un an.

**SOCIETES**

* Au chapitre des valeurs, Air Liquide (+4,03%), Renault (+2,19%) et Euroapi (+2,06%) ont signé les plus fortes hausses du CAC 40 cette semaine. A l'inverse, Crédit Agricole (-7,80%), Publicis (-7,54%) et BNP Paribas (-7,53%) ont terminé en queue de l'indice phare parisien.
* Les valeurs bancaires ont clôturé parmi les principales baisses de l’indice CAC 40 sur fond de craintes sur la croissance et sur une nouvelle crise de la dette en Europe périphérique. Société Générale a chuté de 6,15% à 23,25 euros, suivie de Crédit Agricole, -5,91% à 9,229 euros et de BNP Paribas, - 5,06% à 48,60 euros.

Le secteur des banques est sous pression depuis plusieurs jours, mais celle-ci s'est accentuée depuis les annonces de la Banque centrale européenne hier. Ses annonces plus " hawkish " que prévu ont entraîné une nouvelle augmentation de l'écart de taux entre l'Italie et l'Allemagne, ce spread étant considéré comme une mesure du risque financier en Europe. Plus cet écart est élevé et plus ce risque est jugé important. Or il s'est de nouveau accentué aujourd'hui après les chiffres de l'inflation américaine et atteint désormais 225 points de base.

L'Italie est le maillon faible en Europe du fait du niveau très élevé de son endettement - 150% de son PIB- et Rome bénéficiait des rachats d'actifs de la BCE pour se financer à très bon marché. Le tournant monétaire pris hier par l'institution financière change la donne.

Christine Lagarde a indiqué qu'elle déploiera un nouvel instrument si besoin pour éviter la fragmentation des marchés obligataires de la zone euro après le début du resserrement de sa politique monétaire, rapporte Reuters. Ses déclarations sont cependant restées sans effet sur les marchés qui attendent des précisions au sujet d'un mécanisme anti-fragmentation.

Les banques souffrent également des inquiétudes à propos de l'impact du resserrement monétaire de la BCE sur une conjoncture déjà fragilisée par les conséquences économiques de la guerre en Ukraine. Ce matin, la Bundesbank a abaissé sa prévision de croissance à 1,9% pour cette année contre 4,2% en décembre dernier. Le scénario de base des projections repose sur l'hypothèse que la guerre et ses conséquences ne s'intensifieront pas davantage " a prévenu la Banque centrale allemande.

Le risque de récession - définie comme au moins deux trimestres de recul du PIB - n'est plus à négliger après la publication une inflation au plus haut depuis décembre 1981 aux Etats-Unis, qui pourrait contraindre la Fed à pousser plus fort sur le frein monétaire.

* La succession s'organise chez Rémy Cointreau (-2,42% à 165,20 euros). Le groupe français de spiritueux contrôlé par la famille Heriard Dubreuil va proposer à son assemblée générale du 21 juillet de nommer Marie-Amélie de Leusse, 44 ans, présidente du conseil d’administration, en remplacement de Marc Hériard Dubreuil, 70 ans. Marie-Amélie de Leusse est la fille de Dominique Hériard Dubreuil, ancienne présidente du fabricant de cognac.

Marie-Amélie de Leusse occupe le poste de vice-présidente du conseil d'administration depuis juillet 2019 et est directrice générale adjointe de la holding familiale Andromede, actionnaire de contrôle de Remy Cointreau.

Diplômée de l'ESCP-EAP, Marie-Amélie de Leusse a débuté sa carrière chez Société Générale Investment Banking à Londres puis a rejoint NM Rothschild & Sons où elle y a occupé plusieurs postes au sein de l'équipe Capital Goods en fusions/acquisitions.

Entre 2010 et 2016, elle a occupé différentes fonctions au sein de l'équipe finance chez Rémy Cointreau à Paris puis à Singapour.

"Après les présidences de Dominique Hériard Dubreuil, de François Hériard Dubreuil et de Marc Hériard Dubreuil, cette nomination s'inscrirait parfaitement dans la dynamique de transition générationnelle des membres de la famille Hériard Dubreuil au conseil d'administration engagée depuis plusieurs années", a souligné la société charentaise.

* A l’occasion de l’Assemblée générale de Peugeot Invest du 12 mai dernier, les actionnaires ont approuvé les résolutions relatives à l’évolution de son Conseil d’administration. Quatre nouveaux administrateurs ont ainsi été élus : une administratrice indépendante, Béatrice Dumurgier, deux membres de la famille Peugeot, Camille Roncoroni et Rodolphe Peugeot et enfin Etablissements Peugeot Frères, personne morale représentée par son Directeur général Thierry Mabille de Poncheville.

Les actionnaires ont également renouvelé leur confiance envers Dominique Netter, Anne Lange et Marie-Françoise Walbaum, administratrices réélues.

Le Conseil comporte désormais 57 % de femmes, 36 % d'indépendants et 50 % de membres de la famille Peugeot.

Le nouveau Conseil d'administration s'est réuni à l'issue de l'Assemblée générale afin d'organiser ses travaux de l'année à venir, notamment à travers une recomposition de ses comités et la création d'un comité dédié à l'ESG.

* Euroapi a gagné 1,19% à 14,684 euros pour signer l'une des rares hausses de la Bourse de Paris. Les investisseurs saluent l'intégration officielle du leader mondial dans le développement, la production et la commercialisation d'ingrédients pharmaceutiques actifs (API) - les substances contenues dans les médicaments qui sont responsables des effets bénéfiques sur la santé – au sein de l'indice SBF 120. Cette intégration était attendue.

La filiale de Sanofi est valorisée plus de 1,4 milliard d'euros et son titre est fortement échangé (près d'un million d'actions ont changé de main hier).

En revanche, le titre sort, à la même date, soit le 17 juin, du CAC 40. Il est pour l'heure la 41ième valeur de l'indice depuis la scission du groupe avec Sanofi, le 6 mai dernier.

"Cette entrée marque une nouvelle étape pour Euroapi en tant que société cotée, quelques semaines seulement après avoir célébré notre indépendance avec notre cotation sur Euronext Paris, accueillie très favorablement", a déclaré le directeur financier du groupe Antoine Delcour.

Depuis son introduction en Bourse, le titre a gagné plus d'1% tandis que son indice de référence, le SBF 120, donc a cédé plus de 6%.

* Le chemin de croix se poursuit pour Orpea, qui a abandonné encore 6,36% à 22,09 euros aujourd’hui sur la place de Paris. Depuis le début de l’année, l’action de l’exploitant d’Ehpad accuse ainsi une chute de 74%, soit la plus forte baisse du SBF 120. Au cœur du scandale depuis la publication du livre « Les Fossoyeurs », un ouvrage relatant de graves dysfonctionnements dans la prise en charge des résidents, Orpea peine à regagner la confiance des investisseurs.

Dernier épisode en date de ce long feuilleton : la réponse d'Orpea à la lettre ouverte adressée par un collectif d'investisseurs, emmené par Sycomore AM. Dans cette dernière, ils appellent à une réforme profonde de la gouvernance et de la culture du groupe.

Orpea a dit prendre note des interrogations et propositions publiées par l'Investor Initiative for Responsible Care et assure qu'il veillera à " un dialogue constructif avec l'ensemble de nos parties prenantes ".

" Comme j'ai pu l'exprimer, je mesure parfaitement le chemin qu'il nous reste à parcourir pour redonner confiance en notre groupe et regrette que les interrogations soulevées lors des derniers entretiens mentionnés dans cette lettre aient donné lieu à certaines réponses jugées insuffisantes ", a déclaré Philippe Charrier, le PDG d'Orpea.

" En lançant le 13 mai dernier les Journées d'Etats Généraux du Grand Age dans chacun de nos établissements, j'ai souhaité convier l'ensemble de nos parties prenantes à un espace d'expression libre visant à faire émerger critiques et solutions ", a ajouté le dirigeant.

**ANALYSES**

* « Un relèvement progressif mais soutenu des taux d'intérêt », voilà la nouvelle ligne de conduite de la Banque centrale européenne (BCE), a témoigné François Villeroy de Galhau sur BFM Business ce vendredi. Le gouverneur de la Banque de France, membre du conseil des gouverneurs de la BCE, s'exprimait au lendemain d l’annonce par la Banque centrale de la normalisation de sa politique monétaire.

La BCE a annoncé jeudi son intention de cesser au 1er juillet sa politique d'achats d'actifs sur les marchés et de relever ses taux en juillet d'un quart de point, en précisant qu'elle n'excluait pas une hausse plus importante en septembre si l'inflation ne ralentit pas.

Ce relèvement se fera jusqu'à ce que les économistes appellent le « taux neutre », a prédit François Villeroy de Galhau. Le gouverneur estime qu'il se situe entre 1 et 2 %. Le taux neutre est une sorte de Graal en matière de politique monétaire. « C'est le niveau où le taux directeur permet de stabiliser les prix et de maintenir l'économie sur le chemin de sa croissance potentielle », explique Stéphane Déo, responsable de la stratégie de marchés chez Ostrum.

Autrement dit, lorsque le taux directeur est neutre, il ne stimule pas l'économie, mais ne la ralentit pas non plus. Le problème est que cette notion est essentiellement théorique. La neutralité est calculée par les économistes en fonction de plusieurs variables et scenarii sur lesquelles ils s'accordent rarement.

« Il est très difficile de savoir où se trouve ce soi-disant taux neutre, avait tranché - au début des années 2000 - le patron de la Fed, Alan Greenspan. Mais nous le saurons probablement quand nous y serons, car nous observerons un certain degré d'équilibre, que nous n'avions pas perçu auparavant ». Ce qui n'est pas sans risque pour une banque centrale.

« Les effets d'une hausse des taux mettent généralement entre trois et six mois à se transmettre à l'économie, avertit Stéphane Déo. Le rythme vertigineux des relèvements des « Fed funds rates » adopté par la banque centrale américaine (une hausse toutes les six semaines, parfois de 50 points de base) pour lutter contre l’inflation galopante ne permet pas de bénéficier de ce recul. » Cela signifie que lorsque l'équilibre recherché sera constaté, les taux seront déjà au-dessus de leur niveau neutre. Augmentant fortement la possibilité d'une récession.

En Europe, même si la BCE devait procéder à une hausse du loyer de l'argent à chacune des quatre réunions restantes cette année, on serait encore loin des taux neutres. L'estimation de François Villeroy de Galhau est jugée cohérente par les économistes. Néanmoins, « les taux neutres sont une cible invisible et mouvante, et ne doivent pas être utilisés comme un objectif mais plutôt comme une évaluation a posteriori de l'orientation de la politique monétaire », invitent les économistes d'ING.

**L’AGENDA DU 13 juin 2022**

**8h00 au Royaume-Uni**

PIB au premier trimestre